

**INCARCERATED WOMEN
EXPERIENCE GROWING PRESSURE
AS THE CLERICAL REGIME
FEARS IMMINENT DOWNFALL**



August 2022

NCRI Women's Committee

Monthly Report

Les femmes incarcérées subissent une pression croissante alors que le régime clérical redoute une chute imminente

La peur et le désespoir des mollahs face à l'éruption du mécontentement populaire et au risque d'être renversés ne connaissent aucune limite. Le régime veut faire face à l'incapacité d'Ebrahim Raïssi à contenir les manifestations quotidiennes en multipliant [les exécutions](#) et en accentuant la pression sur les prisonniers politiques, hommes et femmes.

Les pressions, les restrictions, la répression, la torture et le harcèlement physique et mental des prisonniers, en particulier des femmes incarcérées, sont monnaie courante dans les prisons du régime clérical. Ces pressions et cette répression ont brutalement augmenté pendant [le mandat de Raïssi](#).

Torturer à mort les prisonniers politiques est également une méthode connue du régime des mollahs. La mort de femmes incarcérées, la réapparition du coronavirus et l'augmentation du nombre de détenues infectées dans le quartier des femmes de la prison d'Evine, la torture et le passage à tabac de prisonnières, ainsi que des dizaines d'exemples de refus de traitement médical et d'interdiction de visite sont quelques-unes des nouvelles quotidiennes concernant les prisonniers.

Les Nations Unies et tous les défenseurs des droits humains devraient former et envoyer une délégation internationale pour visiter les prisons du régime iranien et parler aux prisonniers, en particulier aux prisonniers politiques. Ils doivent prendre des mesures immédiates pour sauver la vie des prisonniers [du couloir de la mort](#), des prisonniers malades et de ceux qui sont torturés.

Tabassage des prisonnières politiques

Les prisonnières politiques ont souvent été battues et brutalisées au cours du mois dernier. Dans tous les cas, les autorités pénitentiaires étaient impliquées, soit directement, soit en engageant de dangereuses criminelles pour les battre.

Enseignante à la retraite, Massoumeh Asgari

Un groupe de prisonniers engagés a failli tuer Massoumeh Asgari dans la prison de Kachoui le 16 août 2022.

Le directeur de la prison avait engagé le groupe d'assaillantes pour agresser Mme Asgari. Elles ont tenté de [l'étrangler et de la tuer](#) en la saisissant à la gorge.

Massoumeh Asgari a été battue si violemment qu'elle a perdu connaissance. D'autres prisonnières politiques ont eu du mal à l'arracher à ses assaillantes pour la sauver.

Aucun des gardiens de prison et des fonctionnaires qui ont assisté à la scène n'est intervenu pour sauver la vie du prisonnier politique. Les agresseurs ont dit aux autres prisonniers politiques qu'ils allaient tuer Massoumeh.



La prisonnière politique Massoumeh Asgari est une enseignante à la retraite et l'unique parente de son fils de 16 ans. Elle purge sa peine à la prison de Kachoui à Karadj, à 40 kilomètres de Téhéran.

Massoumeh Asgari souffre de diverses maladies et prend 20 comprimés par jour. Elle a été condamnée à cinq ans de prison pour "rassemblement et collusion contre la sécurité nationale" parce qu'elle a participé aux rassemblements de protestation des enseignants et des retraités.

La prisonnière politique Khadijeh Mehdipour

Khadijeh Mehdipour, une prisonnière politique de 34 ans, a été [battue et agressée](#) par des détenues condamnées pour des crimes violents.

Les autorités pénitentiaires lui ont interdit de passer des appels téléphoniques immédiatement après l'incident. Khadijeh Mehdipour n'a eu aucun contact avec sa famille au cours de la semaine écoulée. Les autorités de la prison d'Illam l'ont privée de tout contact avec sa famille en guise de sanction pour l'accusation de blasphème dont elle fait l'objet.

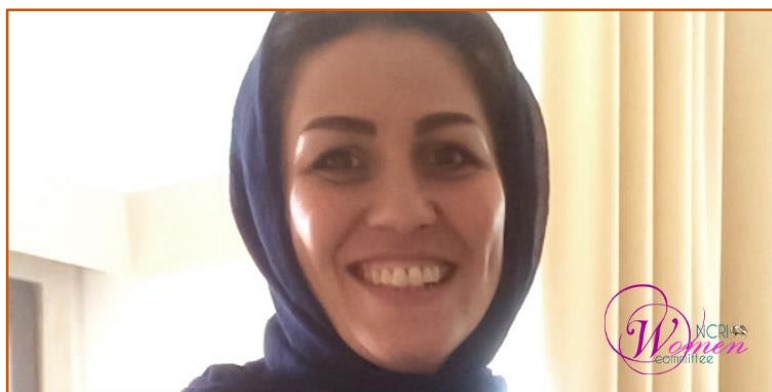


Le passage à tabac et le harcèlement de Mme Mehdipour ont été planifiés par les autorités de la prison d'Illam. Leurs mercenaires ont empêché Khadijeh de retourner dans son quartier le soir venu, la forçant à passer la nuit dans la bibliothèque de la prison.

La prisonnière politique Maryam Akbari Monfared

La prisonnière politique Maryam Akbari-Monfared [a été battue](#) par Hosseinipour, le chef du parloir de la prison de Semnan, le 24 août 2022.

Kordi, le sous-directeur de la prison de Semnan, a rejeté de manière insultante la visite des deux filles de Mme Akbari. Il leur a refusé le droit de voir leur mère parce qu'elles ne portaient pas de tchador (le voile recouvrant tout le corps de la tête aux pieds, laissant le visage libre). Kordi avait également l'intention de renvoyer Mme Akbari dans son quartier.



Lorsque Mme Akbari s'est opposée à ce que ses filles soient obligées de porter les tchadors contaminés de la prison et a résisté à l'idée de retourner dans la salle, Hosseinipour l'a saisie à la gorge et l'a battue.

Finalement, face à la forte résistance de Maryam, Kordi l'a autorisée à recevoir une visite de ses deux filles.

Par la suite, le 30 août 2022, les autorités de la prison de Semnan l'ont informée qu'elle serait [privée de visites](#) pendant trois mois.

Maryam Akbari Monfared purge la 13e année de sa peine de 15 ans de prison pour avoir demandé justice pour sa sœur et ses trois frères exécutés par le régime clérical en 1981, 1984 et 1988. Selon les lois du régime clérical, elle aurait dû être libérée au bout de dix ans. Néanmoins, elle est toujours en détention.

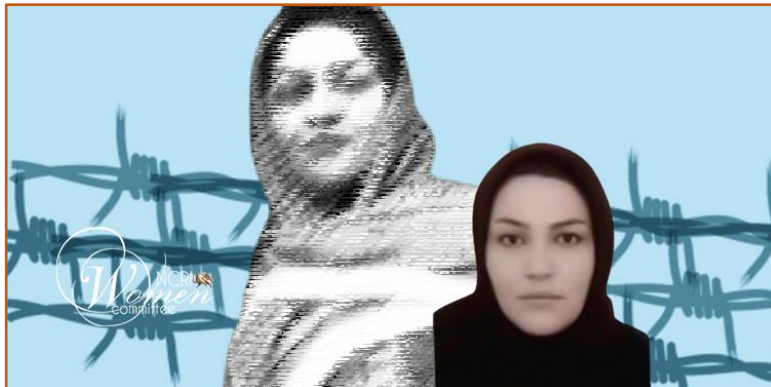
Soada Khadirzadeh, otage des pasdarans

Soada Khadirzadeh est une autre femme incarcérée, détenue sous une pression énorme dans la prison centrale d'Oroumieh. Elle a récemment donné naissance à une petite fille en prison.

En raison des pressions exercées par le ministère du Renseignement pour lui extorquer de faux aveux, Mme Khadirzadeh est dans un état psychologique et physique déplorable. Le 18 août 2022, elle a tenté [de se suicider](#) par pendaison.

Dans un enregistrement audio qu'elle a envoyé de la prison, Soada a déclaré qu'elle avait tenté de se suicider à plusieurs reprises.

Le procès de Soada Khadirzadeh s'est tenu en ligne le 24 août. Morad Pirotinia, un plaignant, a menacé de tuer Mme Khadirzadeh si elle était libérée de prison. Khezr Pirotinia, son père, était un membre du Corps des gardiens de la révolution (pasdarans) assassiné par un inconnu le 5 octobre 2021.



Le procureur de Mahabad refuse d'accepter une caution pour libérer Mme Khadirzadeh. Sa famille a versé 3 milliards de tomans pour une libération conditionnelle. Cependant, les autorités judiciaires ont retardé cette libération sous divers prétextes.

Soada Khadirzadeh a été brusquement déplacée du quartier des femmes de la prison d'Oroumieh le 25 août 2022, et emmenée dans un lieu non divulgué. Sa petite fille de deux mois est désormais prise en charge par plusieurs détenues. Mme Khadirzadeh avait déjà déclaré qu'elle était un otage aux mains des pasdarans.

Des femmes incarcérées, Sahar et Tina, attachées à un lit pendant 24 heures.

Une prisonnière nommée Sahar F. a été attachée à un lit du dispensaire de la prison de Vakilabad à Machad pendant 24 heures, ainsi que sa fille de 12 ans, Tina Gh, les mains et les pieds menottés au lit.

Sahar et Tina ont été attachées au lit pour s'être disputées avec des gardiennes du quartier des femmes de la prison de Vakilabad (la prison centrale de Machad) le 3 août 2022.

La mère et la fille ont été renvoyées en cellule dans la soirée du 4 août.

Des femmes incarcérées meurent en prison

[Azam Pakdel, 40 ans](#), est morte dans le quartier des femmes de la prison de Vakilabad, à Machad, le 24 juillet 2022, faute d'attention médicale. Elle était atteinte d'un cancer de l'estomac. Bien que le médecin ait insisté sur la chimiothérapie, les autorités pénitentiaires n'ont pris aucune mesure concernant le traitement de cette prisonnière.

Azam Pakdel a été emmenée au dispensaire de la prison dans la nuit du samedi 23 juillet, dans un état critique. Mais elle a été examinée en tant que patiente externe et renvoyée dans le service. Elle a finalement perdu la vie après de longues souffrances.

Nouvelle épidémie de Covid-19 dans le quartier des femmes de la prison d'Evine

Les nouvelles de la prison d'Evine indiquent la réémergence du Coronavirus dans le quartier des femmes. Par conséquent, le nombre de détenues infectées augmente.

L'augmentation quotidienne du nombre de prisonnières a aggravé la situation ces jours-ci pendant la contagion du Covid-19. Par ailleurs, certaines détenues purgeant leur peine souffrent de maladies pulmonaires et cardiaques.

Le mépris des autorités pénitentiaires pour la santé et la vie des prisonnières d'Evine, de Qarchak et d'autres prisons est connu de tous. Cependant, [ces pressions](#) ont augmenté lorsque Raïssi a pris ses fonctions.

Sur ordre du directeur général des prisons de la province de Téhéran, toutes les détenues politiques de Qarchak ont été transférées dans la salle n° 2 du quartier des femmes de la prison d'Evine le 20 juillet. Cette salle était auparavant utilisée comme une quarantaine spéciale pour les malades du Covid. Avec l'arrivée de nouvelles prisonnières, il n'y a plus de place pour la quarantaine, et les femmes sont envoyées directement dans le service général. Le transfert des prisonnières a eu lieu à un moment où la tuberculose s'était répandue dans la prison de Qarchak

Les prisonnières politiques Faranguisse Mazloum, Parastou Moini, Fatemeh Mossanna, Forough Taghipour, Asal Mohammadi, Samine Ehsani et Zohreh Sarv font partie des prisonnières politiques infectées par le Covid-19.

Elles n'ont accès à aucun traitement ni à aucun soin médical. Les autorités pénitentiaires et les gardiennes ne leur donnent aucun médicament et empêchent même la livraison des médicaments fournis par les familles.

Par exemple, [Asal Mohammadi](#) et Samine Ehsani ont été gardées dans une pièce vide pendant toute une nuit. La porte était fermée à clé et les gardiennes n'ont pas pris la peine de vérifier leur situation pendant la nuit. Les prisonnières étaient si faibles qu'elles ne pouvaient pas atteindre le robinet d'eau de manière autonome. Lorsque les deux malades se sont plaintes, les gardiennes ont répondu : "Nous ne sommes pas des infirmières !"



Récemment, 16 prisonnières politiques ont protesté contre la propagation du coronavirus et le manque d'accès à des installations sanitaires et de traitement appropriées. Elles ont rédigé une déclaration dans laquelle elles s'opposent à l'augmentation du nombre de personnes infectées, à l'augmentation soudaine du nombre de détenues et au manque d'espace approprié pour l'isolement et la quarantaine. La déclaration indique que la population totale du quartier des femmes de la prison d'Evine est de 60 personnes. Bien que certaines soient en permission de sortie, la densité de population est élevée.

Une source informée a également fait état des problèmes dans le quartier des femmes de la prison d'Evine. Elle pointe du doigt, le manque d'espace suffisant pour se reposer, étudier, le manque d'hygiène et de détergents, et les problèmes dans le domaine de l'alimentation.

Les prisonnières politiques se sont vu refuser les visites en tête-à-tête en raison du coronavirus et sont limitées aux visites en cabine. Les fenêtres des cabines de réunion sont sales et pleines de barreaux. Ces barreaux étaient auparavant destinés aux prisonniers dangereux, et les prisonnières politiques utilisaient la section sans barreaux. La plupart des téléphones des salles de réunion sont

cassés. Les prisonnières ne peuvent pas voir le visage de leur famille ni entendre leur voix correctement.

Les femmes incarcérées sont confrontées à de nombreux problèmes, tels que le temps de téléphone limité, le refus des appels téléphoniques le week-end, le manque d'espace pour se reposer et étudier, le manque d'hygiène et de détergents, les problèmes de nourriture, etc.

Le quartier des femmes de la prison de Khoy

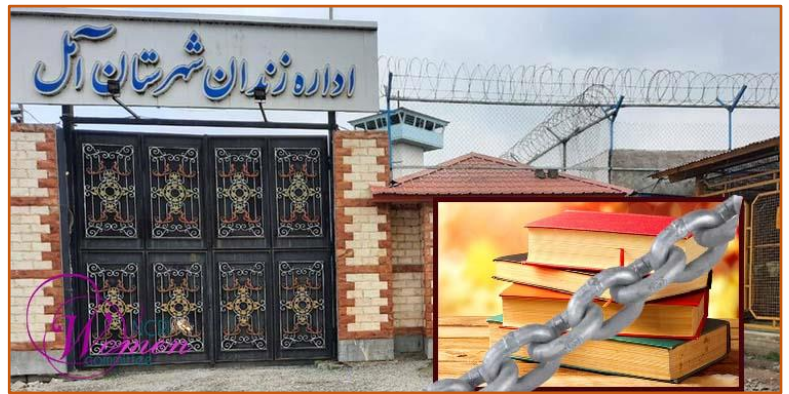
Le quartier des femmes de la prison de Khoy est également dans un état déplorable. Les détenues y souffrent de la faim. La viande rouge ne fait pas partie du régime alimentaire. La volaille est rarement utilisée dans l'alimentation ; un poulet est le quota alimentaire de 38 prisonnières.

Le quartier des femmes de la prison de Khoy est situé à côté du bâtiment des installations et de la salle de travail. Cet endroit est dans une situation très anormale, et il n'y a aucune nouvelle à ce sujet.

Le quartier des femmes de la prison d'Amol

Le responsable des affaires culturelles de la prison d'Amol a empêché la remise de livres à l'une des condamnées à mort de cette prison.

L'ancienne prisonnière politique [Golrokh Ebrahimi Iraee](#), qui a passé une partie de sa détention à la prison d'Amol, a publié un message sur son compte. Elle a écrit : Les autorités de la prison d'Amol ont empêché la livraison de 10 volumes de livres, dont des romans et des livres de psychologie, à une prisonnière du couloir de la mort dans le quartier des femmes de cette prison. Les gardiens de la prison d'Amol ont un long passé de harcèlement des femmes détenues.



Une cinquantaine de détenues sont incarcérées dans le quartier des femmes de la prison d'Amol. Elles sont désespérées après l'exécution de [Massoumeh Zareii](#) dans cette prison, et une autre codétenue sera exécutée de façon imminente.

Prisonnières malades et femmes incarcérées privées de traitement

De nombreuses prisonnières malades sont privées de traitement et se voient refuser des soins. La plupart d'entre elles sont toujours enfermées en prison malgré la confirmation par les médecins légistes qu'elles ne supportent pas les conditions de détention.

La nécessité d'envoyer les prisonnières politiques malades à l'hôpital est devenue un moyen de torture et d'humiliation mentale et physique de la part des agents et des autorités pénitentiaires. De plus, dans de nombreux cas, après avoir envoyé la patiente à l'hôpital, les procédures de traitement sont laissées inachevées sous prétexte de changement d'équipe et d'autres faux prétextes. Même si la personne a besoin d'être hospitalisée, elle est renvoyée en prison.

La prisonnière politique Faranguisse Mazloun

La prisonnière politique [Faranguisse Mazloun](#) souffre d'une maladie cardiaque à Evine. Elle a déjà subi une angiographie cardiaque. Elle a dû être hospitalisée pendant 24 heures sous la surveillance d'un médecin. Néanmoins, elle a été renvoyée à la prison d'Evine la nuit même.

De nouveau, le 21 août 2022, elle a été transférée à l'hôpital Taleghani en raison de brûlures d'estomac. Selon le médecin, Mme Mazloun aurait dû être admise à l'hôpital. Mais en raison de l'absence de signature du procureur, elle a été renvoyée en prison.

Selon le diagnostic de la médecine légale, Faranguisse Mazloun, la mère de l'ancien prisonnier politique Sohail Arabi, aurait dû recevoir une série de soins médicaux pendant son séjour en prison. Mais la prison d'Evine ne dispose pas de tels équipements et traitements. Les autorités pénitentiaires n'auraient pas dû l'accepter en prison.

Le 2 août 2022, les agents du ministère du Renseignement ont emmené Mme Mazloun à la prison d'Evine malgré son état physique grave, ses problèmes cardiaques, son accident vasculaire cérébral et ses fortes douleurs à la jambe qui ont nécessité une intervention chirurgicale. Faranguisse Mazloun est l'une des femmes incarcérées qui ont contracté la maladie lors de la résurgence du coronavirus à Evine.



La prisonnière politique Golareh Abbasi

[Golareh Abbasi](#), prisonnière politique, est enfermée à la prison d'Evine alors qu'elle souffre de divers problèmes de santé, notamment d'un disque lombaire, d'arthrite et de sténose spinale. Golareh Abbasi, 46 ans, est le seul soutien de famille. Elle purge une peine de 2 ans et 6 mois.

Bien que les médecins aient souligné qu'elle ne pouvait pas supporter d'être en prison, Golareh Abbasi a été privée de traitement médical ou de permission de sortie pour raisons médicales.

La prisonnière politique Monireh Arabshahi

Monireh Arabshahi, prisonnière politique détenue à la prison de Kachoui à Karadj, doit se rendre à l'hôpital tous les dix jours pour des examens liés à sa maladie. Cependant, les autorités de la prison de ne l'autorisent à le faire qu'une fois par mois, contrairement aux prescriptions médicale.



De même, depuis plus d'un an, le bureau du procureur n'a pas accédé à la demande de permission de Monireh Arabshahi et de sa fille Yasaman Aryani. Sans respecter le principe de la séparation des crimes, elles sont détenues dans le quartier 4 de la prison de Kachoui à Karadj.

La prisonnière politique Samaneh Saeedi

La prisonnière politique [Samaneh Saeedi](#), 39 ans, est détenue à la prison d'Evine depuis 2020. Incapable de supporter les conditions de détention, Mme Saeedi est maintenue dans une situation difficile. Les services de renseignement du Corps des gardiens de la révolution empêchent la libération de Samaneh et son congé médical.

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné Samaneh Saeedi à 5 ans de prison, notamment pour "blasphème" et "rassemblement et collusion contre l'État." Née en 1982, Samaneh Saeedi est une militante des droits humains originaire de la province de Mazandaran, dans le nord de l'Iran.



La prisonnière politique Zohreh Sarv

La prisonnière politique [Zohreh Sarv](#) a contracté une maladie infectieuse à la prison d'Evine et s'est vu refuser l'accès aux soins médicaux et le droit au traitement. En raison de la propagation de la maladie dans son corps, elle ne peut même pas s'injecter une troisième dose du vaccin du Coronavirus. Elle perdra la vie si elle est également infectée par le Coronavirus. Le 27 août 2022, les autorités de la prison d'Evine ont empêché son transfert à l'hôpital alors qu'elle avait rendez-vous.



Née en 1986, la prisonnière politique Zohreh Sarv est une militante en ligne qui a été arrêtée et détenue en octobre 2021. Elle a été emprisonnée à Evin après avoir subi des interrogatoires.

Narmin Ahmadabadi

La prisonnière Narmin Ahmadabadi, 61 ans, se voit refuser le droit d'être envoyée en permission. Cette prisonnière est incarcérée dans le quartier des femmes de la prison centrale d'Oroumieh depuis cinq mois. Elle a été condamnée à 5 ans de prison pour coopération avec des partis kurdes..

La militante étudiante Leila Hosseinzadeh

La prisonnière politique [Leila Hosseinzadeh](#) a été arrêtée pour la troisième fois par les forces de sécurité à Téhéran le 20 août 2022, et est actuellement détenue dans le centre de détention du département des renseignements de Chiraz. Mme Hosseinzadeh souffre de la maladie incurable de Crohn.



Les forces de sécurité ont battu et arrêté Leila Hosseinzadeh devant son domicile. Elle avait été libérée sous caution de la prison Adelabad de Chiraz le 2 janvier 2022, car elle n'était pas physiquement capable de tolérer la détention. Elle doit constamment être sous la surveillance d'un médecin. En prison, cependant, elle ne reçoit pas ses médicaments essentiels et est privée de traitement médical et de soins.

La prisonnière politique Forough Taghipour

La prisonnière politique [Forough Taghipour](#) n'a pas été envoyée à l'hôpital le 30 août 2022, car elle s'est opposée à ce qu'on lui passe les menottes aux mains et aux pieds pendant son transfert.

Elle était censée être envoyée à l'hôpital en raison de son très mauvais état physique. Mais elle a refusé d'être menottée et enchaînée. Pour cette raison, les autorités de la prison d'Evine ont perdu plusieurs heures pendant lesquelles elles l'ont harcelée, pour finalement l'empêcher de se rendre à l'hôpital et la renvoyer en cellule.

Née le 10 mai 1994, Forough Taghipour a obtenu une licence en comptabilité.

Mme Taghipour et sa mère ont été arrêtées le 24 février 2020. Elles ont été détenues dans le quartier 209 de la prison d'Evine et ont subi des interrogatoires sous la torture.

Le 5 janvier 2021, le tribunal révolutionnaire de Téhéran a jugé Forough Taghipour et sa mère pour "propagande contre l'État" et "rassemblement et collusion" en raison de leur appartenance à l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK).



Condamnée à être aveuglée

Le journal d'État Hamshahri a écrit le 1er août 2022 qu'une femme et deux hommes seraient aveuglés.

La Cour suprême de la province de Kermanshah a confirmé le verdict d'aveuglement d'une jeune femme. Comme il est impossible d'exécuter la sentence dans cette province, la troisième branche de l'unité de l'application des peines de Téhéran s'en chargera.

Ce n'est pas la première fois que le régime des mollahs prononce des peines inhumaines. Les châtiments cruels et inhumains sont institutionnalisés dans les lois du régime.

Les articles 269 à 293 du troisième livre du code pénal islamique décrivent toutes les conditions du châtiment.

En mai 2020, la cinquième branche du tribunal pénal de la province de Razavi Khorasan a condamné une femme à la cécité des deux yeux. La victime était [une femme de 30 ans](#), identifiée uniquement par ses initiales de F. M.

